



Accueil > Terre > Montagnes et randonnées

Elevage: l'impact des loups

ELIANE PATRIARCA ENVOYÉE SPÉCIALE À GLANDAGE (DRÔME) ET À LA
CHAPELLE-EN-VALGAUDEMAR (HAUTES-ALPES) 19 SEPTEMBRE 2014 À 17:06



Le parc des Ecrins. (Eric Franceschi pour «Libération»)

GRAND ANGLE Rencontre avec des bergers de la Drôme et des Hautes-Alpes dont l'activité est mise à mal

par les attaques répétées de «*Canis lupus*», espèce protégée qui continue d'étendre son territoire en France depuis son retour dans les années 90.

Thomas Vernay est éleveur ovin. Mais il n'a plus de brebis. A Glandage, village d'une centaine d'habitants posé à 900 mètres d'altitude dans le Haut-Diois (Drôme), c'est sur la terrasse de sa maison qu'on le rencontre. Sous le chaud soleil de septembre, une cigarette roulée à la main, ses yeux bleus derrière de fines lunettes cerclées de métal, il raconte comment les attaques de loups ont dévasté sa vie durant deux ans, fait basculer ses convictions, et finalement enterré son projet professionnel.

Ce «néorural» écolo de 35 ans, ainsi qu'il se décrit, s'est installé ici en 2005. Son projet, mené avec un associé, est atypique : il a acheté 150 brebis cachemire en Nouvelle-Zélande pour transformer la laine. Mais, de 2010 à 2012, son troupeau, comme d'autres à Glandage et à Boulc, la commune voisine, subit les attaques récurrentes de loups. *«Elles se sont répétées durant trois années. Une meute s'était installée à proximité et ne nous a pas lâchés.»* Une longue série de désillusions débute alors pour Thomas Vernay. Il avait plein d'idées reçues à propos du loup : *«La prédation nous semblait un problème lointain, qui concernait surtout les Alpes-Maritimes et n'affectait que les gros troupeaux, alors qu'à Glandage le plus gros atteignait 450 bêtes. On parlait même d'éleveurs qui ne savaient pas travailler !»* Depuis, il a appris à ses dépens que beaucoup d'attaques - 40% l'an dernier - touchent des troupeaux de moins de 450 têtes. *«En 2010, ici, on n'était pas prêts : tous les éleveurs pratiquaient le gardiennage en parc clos par quelques fils, sans bergers ni chiens de protection. Dans la journée, on laissait les bêtes pour faire les foins, la vente directe, le travail administratif... On a tout pris en pleine gueule !»*

PÉTOIRE ET GROS PHARE

En 2010, plus de 150 brebis sont tuées à Glandage, parfois «à 200 mètres à peine de la maison». En deux ans, Thomas Vernay adopte toutes les mesures de protection préconisées au sein du Groupe national loup, créé par les ministères de l'Agriculture et de l'Ecologie pour gérer la cohabitation avec *Canis lupus* : utilisation d'un parc électrifié pour contenir les brebis, soit *«un changement radical dans notre mode de travail car il faut refaire ce parc tous les deux jours afin de suivre le pâturage»* ; achat de chiens de protection - *«à partir de 150 bêtes, on a droit à une indemnisation pour un chien, elle couvre 80% des frais réels. Nous en avons acheté deux et nous avons suivi une formation pour savoir les utiliser.»* Il installe une caravane sur le pâturage pour y passer les nuits, passe le permis de chasse (que la préfecture finance pour les éleveurs victimes d'attaques), achète une pétoire et un gros phare pour éclairer le pâturage la nuit. *«Mais on n'a jamais réussi à voir le loup ni à intervenir.»* Sentiment d'impuissance et découragement face à un animal dont l'intelligence, la fluidité et la capacité d'adaptation déjouent les stratégies.

«En 2012, nos chiens sont devenus efficaces. Il n'y a plus eu d'attaques dans le parc. Mais, chaque matin, je trouvais le parc éventré et des bêtes égarées à 150 ou 200 mètres.» Le loup a appris à sauter au-dessus de l'enclos. *«La nuit, je veillais. Dans la journée, je passais tout mon temps à rechercher les bêtes vivantes dispersées pour les rassembler ou les mortes pour pouvoir me faire indemniser.»* Avant que les vautours ne nettoient les carcasses, l'éleveur doit se dépêcher de faire réaliser le constat par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) pour attester qu'il s'agit bien d'une attaque de loup, et non de chien errant, et fournir la boucle d'identification de ses bêtes. Fin novembre 2012, il ne leur reste plus que 90 chèvres. *«On s'est dit : terminé ! On n'en peut plus. Physiquement et psychologiquement, durant deux ans, ça a été un truc de fou. Economiquement, c'était une impasse. On n'a jamais pu passer à la transformation de la laine puisqu'on passait notre temps à tenter, en vain, de protéger le troupeau.»*

«EN PORTE-À-FAUX» AVEC LES ÉCOLOS

Depuis, Thomas Vernay est devenu l'animateur du groupe loup de la Confédération paysanne, pour lequel il collecte témoignages et études. Très divisé sur la question du loup, empreint de convictions écologiques, le syndicat agricole est longtemps resté silencieux. Mais le désarroi croissant des éleveurs, l'extension des attaques à de nombreux départements et, surtout, l'inefficacité constatée des mesures de protection préconisées ont convaincu la Confédération paysanne de sonner l'alarme pour sauvegarder l'activité multiséculaire du pastoralisme : un mode d'agriculture extensif, aux faibles revenus, mais reconnu pour ses bienfaits sur les paysages et l'environnement. *«Du coup, constate Laurent Pinatel, éleveur dans la Loire et porte-parole de la Confédération paysanne, on s'est retrouvés en porte-à-faux avec les "alliés naturels" de la Conf : les citoyens sympathisants qui, comme nous, veulent faire évoluer le système agricole et refusent l'industrialisation de l'agriculture.»* Mais aussi les associations écolos et les militants d'Europe Ecologie-les Verts, défenseurs de cette espèce protégée. *«Notre position ne résulte que de la confrontation avec le réel : les attaques de loup, ça fout en l'air la pratique pastorale ! Éleveurs et bergers sont à bout, la situation est intenable. Le loup attaque désormais autant le jour que la nuit, dans les alpages comme en plaine, y compris en présence des hommes et des chiens. Le 3 septembre, à midi, un berger des Alpes-Maritimes a vu son troupeau, gardé par onze chiens, attaqué par une meute de sept loups au bord d'une barre rocheuse. La fuite des brebis vers la falaise l'a emporté au passage, il ne s'est rattrapé que de justesse !»*

«C'est surréaliste, confirme Thomas Vernay. Dans les Alpes-Maritimes, 100% des attaques cette année concernent des troupeaux protégés !» En 2013, les mesures de protection financées par le ministère de l'Agriculture ont coûté quelque 10 millions d'euros.

ENVIRON 300 LOUPS DANS 30 DÉPARTEMENTS

Longtemps considéré comme nuisible, le loup a été éradiqué en France dans les années 30. Il y est revenu depuis l'Italie au début des années 90. Selon l'évaluation faite

en mars par l'ONCFS, il y aurait 300 loups en France, avec un taux de croissance annuel d'environ 20%. *Canis lupus* est désormais présent de manière permanente dans trente départements, situés entre le Rhône et les Alpes ainsi que dans les Vosges, la Haute-Saône, la Lozère, les Pyrénées-Orientales, l'Ardèche... Le 29 août, la Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) Rhône-Alpes, qui centralise toutes les données en France, révélait une forte hausse des attaques (1 336, +10% par rapport à 2013) ainsi que du nombre de victimes (4 868, + 21,85%).

En un siècle, le statut du loup s'est totalement inversé dans le pays : le super-prédateur est désormais protégé comme une espèce menacée par la convention de Berne, ratifiée par la France en 1989, et par la directive européenne «Habitats» de 1992. Même si au niveau international ou européen, compte tenu de ses effectifs, le loup n'est pas considéré comme une espèce menacée par l'Union internationale de conservation de la nature (UICN). En France, le retour du loup a été vécu comme un espoir de renaturalisation du territoire et de survivance des espèces les plus rudes ; il a été élevé au rang de symbole de la biodiversité, d'icône de cette *wilderness* qui manque dans l'Hexagone...

«Ça me tue d'être considérée comme une ennemie par les associations écolos dont je partage la plupart des combats, contre le gaz de schiste ou contre les OGM! s'emporte Fanny Métrat, 32 ans, blonde et vive éleveuse bio en Ardèche. Mes copains, ce sont des écolos, des gauchistes et, pour beaucoup, des naturalistes. Mais dès que je parle du loup, personne ne comprend.» Taxée d'intégriste ou de plouc, elle se sent niée au plus profond d'elle-même. *«Si j'ai choisi de devenir bergère plutôt que de poursuivre en histoire de l'art, c'est justement par goût de la nature, et parce que mes parents m'ont abreuvée de Giono»*, se défend-elle. Après quelques années comme bergère dans le Queyras, elle s'est installée avec son compagnon sur les pentes du Massif central, *«une région de grande déprise agricole»*. Ils ont *«osé reprendre tout le fond d'un vallon»*. Avec 160 hectares, des brebis, un peu de châtaignes et de la pomme de terre, le tout en vente directe, *«on s'en sort très bien. Mais le loup, ça nous défonce, et si nous arrêtons de pâturer, il n'y aura plus aucune activité là-bas !»*

Le maire de Glandage, Joël Mazalaigue, s'inquiète aussi. *«Si l'élevage disparaît ici, c'est la fin du village, la fin de la vie dans ces petites vallées. Il ne restera plus que les résidences secondaires. A cause du loup, plusieurs éleveurs ont déjà abandonné leurs pâturages. Herbes et broussailles ont repoussé. La forêt va encore progresser, et le milieu se refermer. Puis l'Etat et l'Europe financeront un nettoyage qui était fait avant par les éleveurs et leurs brebis. Absurde !»*

Quant à la perte économique provoquée par les attaques de loups, elle n'est pas facilement quantifiable et les indemnités (2 millions d'euros en 2013 versés par le ministère de l'Ecologie) n'en reflètent et ne compensent qu'une partie. *«Après les attaques, tes bêtes sont stressées en permanence : certaines ne mangent plus ou avortent»*, témoigne Thomas Vernay. Son voisin à Glandage, Philippe Faure, 50 ans, fils de paysans qui a repris la ferme familiale par *«passion»*, a subi dix attaques en 2010 et a

maintenant l'impression de «travailler à l'envers». *«C'était invivable, alors j'ai divisé par deux le troupeau, et je rentre mes brebis chaque soir dans la bergerie. Quand il faudrait mettre les bêtes dehors pour qu'elles mangent, je dois les rentrer ! Du coup, il leur faut plus de temps pour grossir, il manque 2 kilos par agneau. Beaucoup de brebis ne font plus d'agneaux.»* Posé, tout en retenue, Philippe Faure est un taiseux. Mais quatre ans ont passé depuis les premières attaques, il arrive aujourd'hui à parler du choc qu'elles provoquent. *«Nos bêtes, on les élève, on les connaît, c'est du vivant. Avec le loup, tout notre travail est remis en cause.»*

«SYNDROME DE STRESS POST-TRAUMATIQUE»

«Ce n'est pas facile pour un homme d'assumer cette impuissance à protéger le troupeau», témoigne Fanny Métrat. Son compagnon *«se replie»*, garde son malaise au fond de lui. *«Ce sont les femmes qui parlent le plus du problème parce qu'elles sont confrontées au chamboulement familial.»* En Drôme-Ardèche, la Mutualité sociale agricole (MAS) a mis en place un dispositif d'accompagnement des éleveurs confrontés aux attaques de loups et victimes, selon les médecins de la MAS, d'un *«syndrome de stress post-traumatique»*, avec *«risque d'isolement»*, voire de *«suicide»*.

Dans la vallée de la Roya (Alpes-Maritimes), Claire Giordan, 31 ans et deux enfants de 4 et 8 ans, s'inquiète de l'avenir de sa famille. Installée dans le cœur du parc du Mercantour, cette fille de berger, qui a vu sa première attaque quand elle avait 15 ans, raconte une vie dévorée par le loup. *«Avec mon mari, on se relaye afin de rester vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec nos 800 brebis viande. Cet été, on n'a pas dormi plus de trois nuits sans se lever. Du coup, on se croise, on ne se parle plus. L'un reste avec le troupeau, l'autre s'occupe du reste : la ferme, le ravitaillement, les enfants. Avant, je pouvais rester seule en estive et garder mes gosses là-haut, c'était un choix de vie. Aujourd'hui, ce n'est plus possible.»* Le problème, ce n'est pas tellement la perte de revenus, selon elle. *«On s'en sort, même si on a perdu 200 bêtes. Mais on vit une perte d'identité. On ne peut plus exercer notre métier comme avant. On a délaissé tout le reste pour protéger les bêtes, et ça ne marche pas. Les gosses ne comprennent pas pourquoi on ne vit plus ensemble.»*

Alain Barban, 55 ans, tondeur de brebis l'hiver et berger l'été à La Chapelle-en-Valgaudemar, dans le parc national des Ecrins, avait toujours cru être à l'abri du loup. Son alpage se situe en haute montagne, dans une zone très escarpée avec des barres rocheuses et très peu de plat. Les premières attaques datent de juillet, *«trois en cinq jours»*. Vingt-deux brebis mortes, dix-neuf disparues. *«Ça a semé la désolation, dit-il, encore sidéré. Les moutons, pour nous, c'est comme des animaux domestiques : une brebis éventrée, ça fait mal au cœur. J'ai dû en achever trois en les saignant. Ça m'a tout désorienté. Je n'en suis pas à la dépression mais ça m'a secoué.»*

Jusque-là, il s'était toujours débrouillé seul. *«Je n'étais pas contraint d'être en permanence avec les bêtes. Là-haut, il n'y a ni randonneurs ni chien. Je pouvais descendre faire les foins par exemple.»* Il garde 1 500 brebis pour cinq éleveurs, dont 95

lui appartiennent. *«J'ai des chiens de conduite, mais pas de chiens de protection.»* Depuis les attaques, il a reçu l'aide d'un aide-berger expérimenté, c'est l'une des mesures «offertes» par l'Etat. Ils ont improvisé : *«On visite plus souvent les bêtes, on couche là-haut avec le fusil. Mais avec cette pente, c'est impossible de regrouper les bêtes. Dès que vous tournez le dos, ou dès qu'il y a du brouillard, le loup attaque !»*

BATTUE D'EFFAROUCHEMENT

Fait exceptionnel : le 10 juillet, pour protéger les troupeaux dans les alpages, une trentaine d'éleveurs et d'agents du parc national des Ecrins ont mené une battue d'effarouchement. L'objectif était de repousser le prédateur hors du cœur du Parc, jusque dans la vallée, où un tir avait été autorisé par le préfet des Hautes-Alpes. Aucun loup n'a été tué. Mais l'opération a fait hurler les associations de protection de la nature, outrées de voir que, même dans ces ultimes refuges pour la faune sauvage, dont la vocation est de préserver le patrimoine naturel, c'est aux moutons qu'on donnait la priorité. La direction et le conseil scientifique du parc ont répondu en prenant la défense du «pastoralisme» qui *«participe à l'équilibre des milieux de ces alpages depuis des générations»*.

Dans le cadre du plan loup, le ministère de l'Ecologie a autorisé en juin l'abattage de 24 bêtes jusqu'à fin 2015 (hors aires protégées), puis accordé en mai douze prélèvements supplémentaires si le quota était atteint pour calmer la filière agricole. Mais seuls quelques loups sont abattus chaque année sur le quota fixé. Les battues s'avèrent inefficaces face à un animal aussi «invisible». En outre, on risque d'abattre un «dominant», et ainsi déstructurer la meute qui va se rabattre plus encore sur des proies domestiques. Quant aux arrêtés préfectoraux, délivrés au cas par cas pour autoriser les tirs de défense contre le loup - comme mardi en Ardèche -, ils sont immédiatement contestés en justice par les associations naturalistes comme l'Aspas, Ferus ou France Nature Environnement, et cassés (cela a été le cas lundi dernier dans la Meuse).

A Glandage, il n'y a plus d'attaque depuis 2012. *«J'ai tué les loups qui nous posaient problème, au moins une bonne partie de la meute qui sévissait»*, assume un éleveur de la commune. Il prend le risque de le révéler non «pas pour provoquer», mais «pour essayer de faire avancer les choses». Olivier Bel, éleveur dans les Hautes-Alpes et responsable du dossier à la Confédération paysanne, participe au Groupe loup. *«L'Etat semble dépassé, observe-t-il. Le braconnage l'arrange, et nous, on a l'impression d'être doucement poussés à pratiquer l'élevage hors-sol ou à changer de métier...On ne sait pas comment on va s'en sortir, mais il faut commencer par revoir le statut de protection du loup. Ce n'est plus une espèce menacée. Il faut pouvoir entrer dans une vraie stratégie de régulation, avec des prélèvements des meutes qui posent problème, à l'aide de pièges qui seraient installés par les agents de l'ONCFS.»* Pour Thomas Vernay, *«la cohabitation avec le loup pose un problème de société.»* *«Veut-on encore du pastoralisme de montagne ou préfère-t-on une agriculture industrialisée et des élevages hors-sol ?»* interroge le jeune éleveur.

Eliane PATRIARCA Envoyée spéciale à Glandage (Drôme) et à La Chapelle-en-Valgaudemar (Hautes-Alpes)

1 COMMENTAIRE

2
suivent
la
conversation

[Plus récents](#) | [Plus anciens](#) | [Top commentaires](#)



MERCARTOR 20 SEPTEMBRE 2014 À 19:20

Une solution pour faire avancer le schimblick serait de demander aux écolos et autres forçats d'une nature bienveillante imaginaire de venir garder des brebis menacées par les loups. Ou de lâcher des loups en ville, dans les supermarchés, là où vivent les gens, au nom de la biodiversité.

J'aime avoir sous la main cette expression horrible de "khmers verts" pour désigner ces aveugles du bon sens. Et leur mépris à l'égard des éleveurs qui méritent une autre considération que les tergiversations d'une société hypocrite.

Merci à Eliane Patriarca pour ce remarquable travail.

J'AIME